

movimento popular de libertação
de angola

MPLA

à comissão de reconciliação da O.U.A.

texto em frances

24 - 26 de Junho 1968

addis abeba

A L'INTENTION DU COMITE DE CONCILIATION, reuni à
Addis Abeba, le 24 juin 1968

Monsieur le Président de la Commission,
Honorables Délégués :

Le Mouvement Populaire de Liberation de l'Angola a reçu avec plaisir l'invitation de Son Excellence le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine, Diallo Telli, pour participer de cette importante reunion que, comme Son Excellence dit dans sa lettre, se réalise dans un moment "où l'imperialisme est en train de coordonner ses manoeuvres odieuses avec le colonialisme, pour renforcer sa mainmise sur notre continent et entraver les luttes de liberation".

Nous sommes donc heureux d'être ici presents -nous qui combattons contre le colonialisme et l'imperialisme- avec une Délégation capable de prendre les decisions qu'il conviendra, parce qu'elle est composée de deux membres du Comité Directeur du MPLA, dont le Président du Mouvement, et encore de notre Représentant à Brazzaville.

Cette reunion a retardé, dans une certaine mesure, notre activité à l'intérieur de l'Angola, parce que, comme vous êtes déjà informés, le siège du MPLA a été transféré de Brazzaville à une des regions controlées par nos forces militaires, et c'est maintenant justement la periode d'organisation du travail de la Direction à l'intérieur.

Mais, nous sommes là, pour resoudre ce problème qui nous interesse profondement, et pour contribuer par la discussion et échange de vue, à eliminer les elements de division existants dans notre pays, pour contribuer à clarifier une situation qui, pour nous, est déjà très claire.

Dans la reponse envoyée à Son Excellence le Secretaire Général, d'ailleurs envoyée aussi, pour information, aux Ministres des Affaires Etrangères des pays membres de cette Comission j'ai eu l'opportunité de remarquer quelques points qui me semblaient essentiels dans le travail preparatoire de cette reunion.

Permettez-moi, Excellences, de vous présenter, à tous sans exception, au nom des militants et du Comité Directeur du MPLA, les salutations les plus fraternelles et souhaiter que vous ferez une analyse profonde du problème et que vous trouverez les formules les plus adéquates dans les recommandations à faire au prochain Conseil des Ministres.

Que votre objectivité nous aide à sortir de la situation honteuse dans laquelle nous nous trouvons.

A PROPOS DE L'UNITE ENTRE LE MPLA ET LE "GRAE"

Malheureusement, Honorables Délégués, ce n'est pas la première fois que nous venons à des reunions de ce genre. Ce n'est

pas le premier pas que l'OUA ou le MPLA font pour aboutir à la formation d'un front uni à l'extérieur du pays.

Le MPLA a toujours soutenu la thèse, inscrite d'ailleurs dans son premier Manifeste (1956) et dans son programme d'action que l'Unité du Peuple Angolais est un facteur primordial pour sa libération. Nous allons vous transcrire l'article 1er. du Programme Minimum du MPLA. C'est le suivant :

"Art. N^o.1 du Programme minimum du MPLA.

Le MPLA lutte pour la réalisation du programme minimum suivant :

2) Creation urgente d'un Front angolais de libération qui groupe dans une large union tous les partis politiques, toutes les organisations populaires, toutes les forces armées, toutes les personnalités éminentes du pays, toutes les organisations religieuses ou ethniques de l'Angola, toutes les couches sociales africaines, tous les Angolais résidant à l'étranger, sans distinctions de tendances politiques, de conditions de fortune, de sexe, d'âge, afin de poursuivre ..."

C'est par cela que dans ses déclarations, dans ses memoranda aux Chefs d'Etat et de Gouvernement africains, dans ses campagnes actives auprès des masses angolaises, le MPLA a toujours oeuvré dans le sens de l'unité d'action des forces combattantes. Le MPLA lui même est né de la fusion de plusieurs organisations politiques en 1956 à l'intérieur de l'Angola.

Nous avons considéré que la seule unité valable serait celle qui serait le fruit de l'objectif commun de libérer notre Patrie de la domination coloniale portugaise, sans aucune exclusivité de personnalités, de partis ou de groupes ethniques. Cependant, le MPLA a toujours trouvé une opposition systématique à tous ses efforts pour aboutir à une telle unité. Les commissions spécialisées de l'OUA en sont d'ailleurs les meilleurs témoins.

Il convient toujours de rappeler les efforts que le MPLA n'a jamais cessé de ménager en vue de la constitution d'un front des forces combattantes. Les exemples significatifs que voici, montrent d'une façon très claire qui, en fait, le dit "grae" n'a fait que saboter les constitution d'un front véritable pour la libération de l'Angola.

1. Le mois de janvier 1960 à Tunis, les délégués du MPLA et de l'UPA de M. Holden à la Conférence Pan-Africaine signent un compromis en faveur de l'unité du Mouvement angolais de libération.
2. Le mois de février 1960, à Conakry, Holden rencontre des dirigeants du MPLA en se compromettant à leur trouver en avril 1962 après avoir l'avis de "sa direction", à Leopoldville. En avril il se dérobe de retrouver la direction du MPLA.
3. En mai 1960, le MPLA lance un appel à l'unité de toutes les forces patriotiques angolaises.
4. En 31 octobre 1960, un Front Commun des Partis Politiques d'Angola (FCPPA), groupant le MPLA, l'UPA et le PDA fut créé. Son existence éphémère, grâce à l'opposition systématique de Holden, fut marquée par l'envoi à l'ONU de deux lettres (le 31/X/60 et décembre 1960) en dénonçant les crimes des colonialistes portugais.
5. Le 5 novembre 1960, le MPLA lance son Deuxième Appel à l'unité des patriotes angolais pour la création urgente d'un Front.
6. Le 18 avril 1961, l'UPA refuse de participer à la conférence constitutive de la CONCP, qui comprenait des partis de Goa, Guiné-Bissao et Cp-Vert, Angola, Mozambique et S. Tomé.
7. Le mois d'avril 1961, deux dirigeants de l'UPA et de l'ALIAZO (PDA) discutent avec deux dirigeants du MPLA autour d'un projet de Front de libération angolais. L'accord ayant été établi, il devrait être entériné par les présidents de l'UPA et

du MPLA à la Conférence des Chefs d'Etat à Monrovia.

8. En mai 1961, les présidents de l'UPA et du MPLA se trouvent à la Conférence des Chefs d'Etat à Monrovia. Face aux propositions concrètes sur un Front de Libération d'Angola (FLA) du MPLA, un principe de collaboration étroite fut établi. Holden ne lui donna pas de suite, malgré l'attitude positive de sa direction.
9. Le 23 juin 1961, une nouvelle démarche du MPLA avec un projet de front uni ne trouve pas d'écho.
10. Le 5 décembre 1961, avec le plein soutien du MPLA, les jeunes du MPLA, de l'ALIAZO et de l'UPA forment une organisation commune de jeunesse —le Rassemblement Démocratique de la Jeunesse Angolaise (RDJA)—. Les jeunes de l'UPA furent obligés par leur direction d'abandonner ce Rassemblement, ce qui désintégra l'organisation.
11. En janvier 1962, à New-York, où se trouvaient les délégations du MPLA et de l'UPA aux Nations Unies, conduites par leurs présidents, le groupe africain provoque une rencontre pour chercher un accord entre les deux organisations. Refusant de reconnaître l'existence du MPLA, Holden abandonne intempestivement la reunion.
12. Le 27 mars 1962, l'UPA et le PDA s'associent dans un cartel nommé FNLA et
13. Le 5 avril 1962, les dirigeants de ce "Front" procurent la constitution d'un "gouvernement angolais en exil".
14. Le 3 mai 1962, le gouvernement congolais, par l'intermédiaire de M. Kamitatu, provoque une réunion de toutes les organisations politiques angolaises à Leopoldville pour chercher les bases de l'unité. L'UPA et son président sabotent la Conférence.

15. Le 10 mai 1962, le MPLA lance un nouveau projet pour la constitution du Front Uni National Angolais (FUNA). Le cartel FNLA refuse sa discussion.
16. Le 6 juin 1962, au cours d'une rencontre de "Freedom Fighters" à Accra, le MPLA, l'UPA et le PDA signent ensemble avec le président Nkrumah une plateforme pour la "Formation d'une alliance militaire et la création d'un commandement unifié", que l'ancien président du Ghana proposait comme son "point de vue" pour l'aboutissement de l'union des forces combattantes angolaises.
17. Le 5 août 1962, des délégations du MPLA et du FNLA se réunissent pour discuter l'union sur la base du "point de vue" d'Accra. Le FNLA rompit unilatéralement les négociations sur la base des accusations de lutte fratricide que, les preuves à l'appui, le MPLA avait adressé au FNLA.
18. Le 25 janvier 1963, le Comité Directeur du MPLA adresse une lettre au FNLA en lui proposant une rencontre amicale en présence des délégués du Congo Léo, du Maroc et de l'Algérie, pour chercher une plateforme d'entente. Le FNLA répond le 19/1/63 refusant la rencontre par des difficultés de calendrier ...
19. En avril 1963, les hommes de Holden s'attaquent à nouveau à une colonne de maquisards du MPLA.
20. Le 29 juin 1963, le gouvernement congolais de M. Adoula reconnaît le pseudo "gouvernement angolais en exil".
21. Le 1er juillet 1963, convocation à Brazzaville de tous les partis politiques angolais auxquels l'ancien président de la République fait un appel à l'unité. Holden refuse.
22. Le 15 juillet 1963, la Commission de Bons Offices de l'OUA venue à Leopoldville pour concilier le MPLA et le FNLA, présidée par M. Adoula, et se contentant d'une analyse superficielle du problème, recommande aux Chefs d'Etats Africains la reconnaissance du pseudo "gouvernement angolais en exil".

23. Le 8 mars 1964, lettre du Président du MPLA au Vice-Président du FNLA en lui faisant des propositions pour la recherche de l'unité.
24. En juillet 1964, la Conférence des Chefs d'Etats de l'OUA , mieux informée sur le problème angolais, décide la creation d'une Comission Tripartite.
25. De septembre 1964 à octobre 1966, le MPLA répond aux 5 convocations de la Comission Tripartite, auxquelles Holden refusa toujours de se présenter sur plusieurs prétextes. Finalement, le
26. 13 octobre 1966, au Caire, les deux délégations plénipotentiaires du MPLA et du FNLA signent, sous l'egide de la Comission des 3 de l'OUA, une plateforme d'accord.
27. Le 14 octobre à Kinshasa, Holden dénonce cette plateforme, prétextant que sa délégation n'était pas mandatée pour signer quoique ce soit.
28. A partir du mois d'octobre 1966, les enlèvements, les séquestrations et les assassinats des militants du MPLA par les hommes d'Holden reprennent avec une intensité accrue, sans que les autorités du Congo-Kinshasa interviennent ...

Le MPLA étant la seule force capable de faire avancer la lutte à un niveau véritablement national , de nouvelles mesures s'imposent pour sortir de la situation actuelle. Ces mesures, seuls les pays africains pourront les prendre. S'ils concordent que le "grae", en tant qu'institution est l'obstacle principal au développement de la lutte en Angola, s'ils concordent aussi que pendant 5 ans il n'a réellement pas su être l'instrument qu'ils avaient mis au service de la lutte de libération, il faut qu'ils le discréditent et le présentent sous son véritable rôle de mouvement tribal.

Cette attitude rendra plus claire la situation à tous ceux

qui hésitent encore sur le chemin à suivre pour renforcer notre lutte pour l'indépendance.

Je souligne le fait que DE SEPTEMBRE 1964 A OCTOBRE 1966, LE MPLA A REPONDU, COMME AUJOURD'HUI, AUX CINQ CONVOCATIONS DE LA COMMISSION TRIPARTIE, AUXQUELLES HOLDEN REFUSA TOUJOURS DE SE PRESENTER SUR PLUSIEURS PRETEXTES.

Et, QUAND LE 13 OCTOBRE 1966 LES DEUX DELEGATIONS DU MPLA ET DU FNLA SIGNENT UNE PLATEFORME D'ACCORD, SANS LA PRESENCE DE HOLDEN, LE JOUR SUIVANT, CELUI-CI DENONCE CES ACCORDS.

Aujourd'hui nous recommençons.

LE PRINCIPE DE L'UNITE

Depuis sa première réunion à Addis-Abeba, les Chefs d'Etat et de Gouvernements avaient institué comme règle d'or de l'Organisation de l'Unité Africaine, la formation de fronts communs de lutte dans les territoires qui se battent pour sa libération. Je ne sais pas si pendant le temps passé cette thèse a déjà trouvé une réussite, dans notre continent soumis encore à des influences étrangères.

Nous exprimons le plus profond respect par cette noble décision des Chefs d'Etat et de Gouvernement, et nous sommes heureux de vérifier que les différents organismes de l'OUA, avec cohérence et persistance, cherchent toujours par la voie de la persuasion, de réaliser dans la pratique ce qui a été institué.

Permettez-nous cependant, Honorables Délégués, de vous exprimer aussi notre point de vue sur cette question, parce que notre opinion, pourra contribuer à trouver une solution juste pour notre pays et capable de faire aboutir aux résultats désirables.

Pour nous, L'UNITE D'ACTION DANS UNE LUTTE DE LIBERATION N'EST PAS UNE FIN EN SOI-MEME, MAIS UN MOYEN POUR MIEUX COMBATTRE. L'unité avec des elements valables, patriotes sincères, est un instrument precieux pour arriver à la victoire.

Mis pas le seul.

Et il y a des differentes voies pour arriver à l'unité. Et la veritable unité est celle qu'on rencontre sur le champ de la bataille, sur le terrain où se trouve l'ennemi.

L'Algérie, qui a donné à l'Afrique un exemple brillant de lutte pour son Indépendance, a trouvé un moyen pour arriver à l'unité dans le FLN. La Guinée, dite portugaise, où il y a une lutte des plus avancées dans notre continent, a trouvé un moyen d'unir son peuple autour du PAIGC.

Mais il y a des pays de notre continent, des pays en lutte, où l'unité d'action n'a pas été rencontrée. C'est le cas du Zimbabwe, de l'Afrique du Sud, du Mozambique. Chacun rencontrera sa propre voie pour unir le Peuple.

Ce n'est pas par l'aplication mecanique des principes que nous pourrons arriver à des solutions justes. Et, dans le cas angolais, je crois qu'il faut chercher très soigneusement et avec caurage le meilleur chemin pour aboutir à l'unité d'action à l'intérieur de notre pays.

Et si on fait un travail avec Honêteté, nous verrons que le problème du dualisme angolais, n'est qu'une question artificielle créée à l'extérieur de notre pays. À l'intérieur les choses sont claires.

UNE ANALYSE SERIEUSE EST NECESSAIRE

Une analyse sérieuse est donc nécessaire pour résoudre d'une fois par toutes ce problème.

Nous avons déjà souligné le manque de considération que le dit "grae" a toujours manifesté, soit en relation au MPLA, soit en relation à l'OUA elle même. HOLDEN N'EST JAMAIS VENU A UNE DE CES REUNIONS DE CONCILIATION ET TOUJOURS IL REFUSE L'UNITE, TOUTES LES FORMES DE COOPERATION PROPOSEES, TOUTES LES PLATEFORMES D'ENTENTE QUI ONT ETE RENCONTREES DANS LE PASSE.

Pourquoi cette attitude ? Pourquoi Mr. Holden c'est mieux de rester isolé à Kinshasa, même en prejudicant la lutte, que de répondre aux appels de notre peuple, aux appels des combattants ou aux appels des Chefs d'Etat et de Gouvernement Africains?

Il faut penser à ce moment, à toutes les souffrances que les militants du MPLA passent à Kinkuzi, à Kamuna, dans des grottes souterraines. Penser aux patriotes sincères et actifs assassinés, éliminés par les militants d'Holden ...

AU LIEU DE COMBATTRE LES PORTUGAIS, HOLDEN UTILISE LE TERRITOIRE DU CONGO KINSHASA POUR ENLEVER ET ASSASSINER DES PATRIOTES VERITABLES, au moment où la lutte de libération du Peuple Angolais atteint son plus haut niveau, grâce à la détermination du MPLA.

Pour ses manœuvres, dont bénéficient les colonialistes portugais, Holden et son groupe profitent de la liberté qui lui accorde le CONGO-KINSHASA. Evitant de répondre aux provocations fratricides, le MPLA avait le souci de ne pas dénaturer la lutte de notre peuple et de ne pas causer des difficultés au peuple frère du CONGO-KINSHASA, qui avait si fraternellement reçu les réfugiés angolais.

Ce qui suit prétend éclairer cette Commission sur les crimes du prétendu "grae".

1. En octobre 1961, un groupe armé du MPLA qui portait du secours aux populations de la région DEMBOS fut massacré par les bandes

holdenistes aux environs de Fuesse. Vingt et un patriotes y ont trouvé la mort : Tomaz FERREIRA (commandant); Daniel CASTRO; Manuel GUIMARAES; João GOMES; Rui MELO; Domingos FRANCISCO; Sebastião GOMES; João DOMINGOS; Joaquim FRANCISCO; Jacinto MAMBEMBA; Almeida MIGUEL; Augusto MARINGO; António BASTOS; José GOMES; Mendes VALADA; Domingos MIGUEL; Lueia DUNGO; João SIMÃO, MIGUEL; João MATEUS.

2. En 1962, Marcos KASSANGA, chef d'état-major de l'UPA dénonça dans une conférence de presse, l'assassinat de plus de 8.000 angolais, par ses propres militants. Les victimes étaient en générale des membres du MPLA, des gens ne parlant pas le ki-kongo, des instituteurs, des pasteurs protestants, des prêtres catholiques, des étudiants, des métis, tous désireux de lutter contre la domination coloniale portugaise.
3. Encore en 1962, les groupes de l'UPA ont assassiné leur commandant-en-chef, João Baptista TRAVES PEREIRA, suspect de sympathie pour le MPLA.
4. Le 26 mars 1963, trois militants du MPLA —António AMBRÓSIO, António MUBEMBA et Jacinto MANUEL— furent écroués à la prison de Louzoumu, sous l'instigation de l'UPA.
5. En avril 1963, un détachement de guérilla du MPLA en route pour NAMBUANGONGO, tomba dans une embuscade montée par les bandes de l'UPA, au bord du fleuve Loge. Treize patriotes —Gonçalo LUIZ, Luis PEREIRA, Kabando KATOTO, Domingos DA SILVA, Pascoal MUBAU, João GONÇALVES, João MAHINGA, Miranda ASSUREIRA, Pedro FRANCISCO, José SEBASTIÃO, António JOÃO, Sebastião CORREIA et BERNARDO— y ont trouvé la mort.
6. Miranda MARCELINO, membre du Comité Directeur du MPLA, et Manuel MORAIS, furent enlevés à Kifuta (Angola) en avril 1963, leur courage seule leur permettant d'échapper à un assassinat ignoble.

7. Presque à la même date, quatre autres membres du MPLA —Manuel JOÃO, José CRISTIANO, CORREIA et Bastos VICENTE— étaient aussi enlevés, tandis qu'un groupe d'étudiants boursiers du MPLA, venant de l'Angola pour la République Démocratique du Congo, furent assassinés aux bords du fleuve Loge, quand ils se préparaient pour le traverser.
8. Daniel CHIPENDA et António CONDESSE, membres du Comité Directeur du MPLA, furent arbitrairement arrêtés par les autorités congolaises, à Kinshasa, le 22 novembre 1963, sous l'instigation de HOLDEN.
9. Début 1964, c'étaient le tour de trois autres militants du MPLA —João NEKONGO, Manuel MORAIS et Adriano CARLOS— d'être enlevés à Kinshasa et transférés au camp de concentration de KINKUZU. Les deux premiers s'y trouvent toujours, le dernier fut assassiné le mois de novembre 1967, après presque trois ans de réclusion.
10. Mars 1964, à Kicangassala, huit militants du MPLA dont Miranda SEBASTIÃO (président du comité régional de Quibaxe (Angola), José de CASTRO, João AUGUSTO, Andrade KADIMUKA et Gomes ANDRÉ, furent enlevés, torturés, réussissant après à s'échaper.
11. Juillet 1964, vingt-trois militants, dont les responsables Domingos ANTÓNIO, Conceição PEINARDO (pasteur) et Pascoal VANDUNEN (pasteur), tombèrent aussi aux mains des bandes de l'UPA.
12. Dans une embuscade tendue le 28 septembre 1964 par les mêmes hordes, une colonne de vingt-cinq membres du MPLA fut assassinée. En voici les victimes et leurs âges : António PASCOAL (19 ans), Gonçalves PANZO (20), João ZONGO (43), Jomba JALALA (38) Paulo BUNGA (32), MALUNGO (15), João IANDO (25), Paulo KIMANGA (âge inconnue), Melle.Nzumba KIMUNGO (16), João NETO (23), António TONGA (24), Fernando LULENDA (27), António LOBNGO (39),

Eduardo ANTÓNIO (16), Sebastião MALUNGO (27), Afonso NGULO (43) Lombo CAMUBEKE (48), Moniz TUNGUILO (39), André MONIZ (12) et deux vieillards.

13. Les agissements criminels des agents de Holden s'étendent à la région du Katanga. Jouant la corruption, les agents sautent par dessus les autorités du Congo pour se livrer aux enlèvements et raffles habituels. Entre 1965 et 1966 cinquante cinq patriotes angolais en furent victimes, et parmi les rescapés la plupart sont partis en Zambie. Il s'agissait de Gama GIL, Job JOSÉ, GONDA Amisi, Frederico SOTO, Marcos STEPHANE, Chiquete ANTÓNIO, Campos ALVES, Elias HOSSI, António PEDRO, Bangui EDUARDO, Agostinho SAMALANGUE, Augusto TITO, Manuel ANTÓNIO, Vasco AZEVEDO, João BAPTISTA, António TOMAZ, Victor KUFA, Martinho CHIVANDA, Augusto KALALA, César GOI, Jonatas SAMBAZA, Domingos CHICO, Gabriel SILOI, Adolfo AUGUSTO, Alice FANDILIA, Maurício CHIKOME, Costa MUBNAKONGO, Antunes KAVIMBI, Francisco SUATE, José DOMINGOS, Paulo KASSONGO, César NOGUEIRA, Simão KAPAPELO, Jerónimo SANTOS, Pedro GIMBI, António SUKUAKICHE, Estevão ISAAC, Agostinho KATAKO, Emílio GIMBI, Mafike SIMEME, Chikala AUGUSTO, Zamba SOZINHO, Albino BERNARDO, Eduardo SALUHILI, Jaime SAZIMBI, João ANTÓNIO, MUFIZ, Rosário ELAMBA, Elumba ADELINO, Manuel ANTÓNIO, MBONKO, XICO, Sicato AMERICO, Campos Alves et António CHICANGO.

14. Ce ne fut que la présence des forces armées du MPLA qui permit, en novembre 1966, la libération des onze militants suivants, tombés depuis longtemps aux mains de l'UPA, à Kinguenge: José KITETENGUE, Almeida PEREIRA (président du comité d'action local), Pascoal MUSSUNDA, Domingos EGAS, Paulino KANGA, João MBAXI, Kizembo CONGO, Nganga HANGE, Sebastião PEREIRA, Sala MUGINGA et Melle, CLEMENTINA.

15. Février 1966, toujours à Kinguenge, cinq militants du MPLA

- dont Joaquim PAULO (responsable) furent enlevés, et disparurent.
16. A la même époque, dans la région de Zala, onze militants du MPLA furent enlevés et torturés, C'étaient José CARVALHO, Teixeira DEMBO, Armando PAULO, Alberto MUGINGA, Almeida PAULO, Ervedosa BERNARDO, Joaquim PEREIRA, Lopes KASSULE, Gonge SIRI, et António KASSULE.
 17. Le 19 mai 1966, un odieux massacre pratiqué à Kamuna (Congo-Kinshasa) par la même bande, sur 32 patriotes de NAMBUANGONGO dont il ne reste qu'un survivant, a provoqué la colère des autorités de la province de Congo-Central, qui ont dû intervenir. Un procès, mystérieusement classé avec des photos montrant les mutilations rappelant Buchenwald, fut même ouvert. Un des enquêteurs fou de rage devant ce spectacle, abbatu sur le champ un des comparses de ce carnage ...
 18. Août 1966 nouvel enlèvement au Congo Central et transfert à Kinkuzu, d'un groupe où se trouvaient deux activistes du MPLA —João PASCAL et Fernando MIRANDA.
 19. Il s'en suivit, en septembre 1966, l'enlèvement à Kinshasa d'au moins 4 activistes du MPLA —Simão NELUMBA, Augusto AZEVEDO, Eduardo KIANO et Paulo NETO— sequestrés aussi à Kinkuzu et menacés de mort.
 20. Le mois de novembre 1966, parmi une douzaine de militants du MPLA, enlevés à Kinshasa, se trouvaient le commandant João Gonçalves BENEDITO (membre du bureau politique du MPLA) et José Miguel BUTA, sequestrés aussi à Kinkuzu et menacés de mort.
 21. Vers Noël 1966, un des responsables du MPLA séquestrés à Kinkuzu —Adriano CARLOS— fut liquidé avec un groupe de trois angolais.

22. Le mois de janvier 1967, ces bandes criminelles sortirent du territoire du Congo-Kinshasa aux troupes d'un escadron du MPLA qui regagnait les bases du district de Cuanza-Nord. L'embuscade qu'elles montèrent fut cependant détruite par nos forces.
23. Le 16 février 1967, quarante militants du MPLA venus en mission de combat, furent interceptés par les bandes stationnées à KAMUNA (Congo-Kinshasa), se libérant à grand peine des vexations et tortures dont ils furent l'objet.
24. Le 28 février ce fut le tour de trois responsables José PASCOAL, Aleixo PASCOAL et Salvador FRANCISCO qui, à Songololo dispensaient des secours aux réfugiés angolais et aux populations congolaises de la région. Le premier est disparu et les autres se trouvent sequestrés à Kinkuzu.
25. Le 2 mars, une vingtaine de militants du MPLA venant de l'intérieur, en mission, parmi lesquels CINQ JEUNES FILLES responsables de l'Organisation de la Femme Angolaise (OMA) —Melle. Deolinda RODRIGUES, Engrácia dos SANTOS, Irene COHEN, Lucrecia PAIM et Teresa AFONSO— ainsi que Oliveira RAMOS, Gomes MIRANDA, Simão MAJOR, João NETO, Manuel GASPAS, Manuel TAVARES, furent enlevés et portés disparus.
26. Le 4 mars, à Lubumbashi, le sinistre PETERSON avec la complicité d'un lieutenant congolais, enleva quatre individus les amenant au siège de l'UPA à Kinshasa, où ils sont arrivés en état comateux : il s'agit de Estevão ISAAC (militant du MPLA) Carlos LENGEMA (étudiant), SULLIVANI Jean et le cap-vertien César NOGUEIRA.

Des raffles et des enlèvements continuels se succèdent sans arrêt et il est impossible de les détecter tous. Ce document n'en fait état que de ceux sur lesquels on possède des renseignements précis.

Le mois de juillet 1967, une colonne d'environ 200 militants du MPLA qui se dirigeaient en Angola, pour ravitailler le front du nord, a été attaquée à Songololo, à 12 km de la frontière angolaise, par des bandes du dit "grae" et après arrêtée par les autorités congolaises qui ont renvoyé tout le détachement à Brazzaville et saisi les armes et tout l'équipement jusqu'aujourd'hui. Malgré les démarches faites par Son Excellence le Président de la République du Congo-Brazzaville, A.Massemba-Debat, jusqu'à ce moment le Gouvernement Congolais détient en sa possession le matériel suivant : 62 carabines SKS; 15 carabines à baïonnette; 54 mitraillettes AK; 38 mitraillettes PM-44; 5 fusils mitrailleuses DP-5; 3 mitrailleuses RPD; 5 bazookas; et 31 pistolets automatiques; 27.520 munitions pour carabines SKS; 26.314 munitions pour mitraillettes PM-44; 7.210 munitions pour fusils-mitrailleuses; environ 100 obus de bazooka; environ 300 grenades; 100 kilos d'explosifs TNT; 600 détonateurs; 150 mètres de mèche lente et cordon détonant; 5 explosifs; 80 poignards; 172 marmites; 172 gourdes; 172 sacs-à-dos; 172 uniformes (pantalon et chemises); 250 tentes individuelles imperméables; 2 radios émetteurs-recepteurs R-350; 1 récepteur PHILIPS à transistors; 1 caméra de cinéma 16 mm; 2 appareils photographiques; 1 téléobjectif; une cellule photoélectrique et accessoires pour les appareils photographiques; environ 80 montre-bracelets; grande quantité de médicaments; grande quantité de vêtements pour hommes et femmes; 300 m de tissu Kaki; 120 films pour photographie; 5 l/ch révélateur et fixateur pour photographie; 30 paquets de papier photographique; des jumelles; des boussoles; des boîtes de conserves, du lait, du chocolat, du café, du sel, du savon, du sucre, etc.; environ 50.000 CFA, en argent.

Ces attitudes sont antipatriotiques et il faut bien les comprendre. Et le MPLA croit que l'OUA a déjà compris le fond

du problème.

Dans la dernière Réunion du Conseil des Ministres de l'OUA on a décidé de recommander que la prochaine Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement fasse une revision du statu du dit "grae". Nous saluons cette decision et nous esperons que les Chefs d'Etat appuieront unanimement cette recommandation.

Nous expliquerons pourquoi nous nous rejouissons. Il ne s'agit pas de simple reaction des rivaux, des concurrents, mais d'une reaction de patriotes qui cherchent les meilleurs moyens pour liberer par l'intermédiaire des armes, son pays aimé. Parce que celui qui se bat en Angola, celui qui developpe la lutte, celui qui rassemble le peuple à l'intérieur du pays, est le MPLA. Seul le MPLA.

LA POSITION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Il est bien connu que le Congo-Kinshasa est le pays clé pour la libération de l'Angola et d'autres pays de l'Afrique Meridionale. Environ 2.000 kilomètres de frontière permattraient des actions les plus diverses, qui disperseraient les forces de l'ennemi et qui rendraient plus facile la tache de notre peuple.

C'est donc de l'attitude du Congo-Kinshasa qui dépend, en grande partie, la solution armée de notre problème angolais.

En reconnaissant le dit "grae" et en refusant de permettre l'activité normale du MPLA, le Congo ne peut pas contribuer efficacement pour la libération de notre pays.

L'OUA, jusqu'au niveau des Ministres, ont déjà reconnu la nécessité de retirer cette malheureuse reconnaissance d'un prétendu "Gouvernement en exil", qui ne représente pas les forces combattantes, qui n'a pas la caution du peuple angolais, qui ne

possède pas le dynamisme suffisant pour generaliser la lutte, malgré les conditions exceptionnelles dont il jouit au Congo, et même après sa reconnaissance comme la seule organisation angolaise à aider.

Mais il y a encore. Les autorités congolaises, depuis 1961, ont permis que le groupe de Holden procède à des arrestations, qu'il persecute les membres du MPLA.

J'espère que les Honorables Délégués du Congo-Kinshasa ici présents ne soient pas trop sensibles aux références que je suis obligé de faire, pour mettre en évidence les particularités de ce problème. J'espère que les Honorables Délégués me comprendront et qu'ils nous aideront à rencontrer la solution la plus juste. Parce que c'est au Congo-Kinshasa qu'il faut trouver les racines profondes du problème en discussion.

Parfois, et publiquement, quelques membres du MPLA ont fait des références à cette situation et nous savons que cette attitude a provoqué des réactions négatives parmi les autorités congolaises. Nous regrettons que les dirigeants et les membres de la base du MPLA employent parfois un langage non diplomatique pour exprimer sa douleur, quand ils pensent à ses camarades arrêtés il y a des années dans les geoles souterraines de Kinkuzu et Kamuna, quand ils pensent aux camarades tués, les vexations et humiliations souffertes par nos militants dans votre pays.

Votre pays nous mérite la meilleure estime, c'est un pays frère, parce qu'une partie de sa population appartient à des tribus existantes aussi en Angola. C'est une même famille qui appartient à la grande famille africaine. Et tout le monde accepte que le Congo ne sera pas libre sans une Angola libre.

Mais ce que nous ne pouvons pas comprendre c'est l'exclusi-

tivité donnée à Holden. C'est l'attitude hostile contre le MPLA. C'est la systématique opposition contre notre Mouvement.

Un des arguments le plus rénéte par les autorités congolaises, c'est qu'il serait impossible de permettre la liberté d'action au MPLA, tandis que le dit "grae" est armé et le MPLA l'est aussi. . Ils pourraient se produire des chocs mortels.

Mais nous demandons :

Pourquoi en Tanzanie, en Zambie, et dans d'autres pays, il coexistent des mouvements armés de quelques pays, tels que pour le Zimbabwe, pour l'Afrique du Sud, pour le Mozambique ? Pourquoi le Senegal permet la coexistence du PAIGC et du FLING ?

Pourquoi les militants de Holden ont le pouvoir, au Congo, d'arrêter, de tuer les militants du MPLA, tandis que ceux-ci ne peuvent même pas traverser la frontière ? C'est cette partialité du Congo-Kinshasa la raison principale du problème qu'on veut résoudre ici.

Un exemple des plus tristes et flagrants, c'est celui de l'arrestation de la colonne qui devait rentrer le mois de juillet 1967 en Angola. Cette colonne est partie en silence de Brazzaville avec ses armes. Elle n'a provoqué aucune perturbation à la vie des citoyens congolais. Mais c'est seulement en arrivant à Songo-lolo, à 12 km de la frontière, que la colonne a été attaquée avec des coups de fusil par les militants du dit "grae". La colonne a dû se défendre avec les armes aussi. C'est à ce moment-là qu'on a vu apparaitre la force congolaise. Notre colonne a cessé de se défendre. La suite est connue. Arrestation de tous, saisissement du matériel de guerre que, jusqu'à ce moment où je vous parle est dans les mains des autorités congolaises, malgré les bons offices du Gouvernement du Congo-Brazzaville, par la personne de son illustre Président de la République.

Nous regrettons l'utilisation du seul moyen qui nous avait été laissé pour traverser le Congo. La clandestinité. Et nous l'avons utilisé après avoir épuisé tous les moyens pour obtenir une autorisation légale de passage, auprès des autorités congolaises. Nous avons fait plusieurs demandes écrites et verbales. On nous a refusé les rendez-vous demandés à la Présidence de la République. Une demande écrite envoyée par le Secrétaire Exécutif du Comité de Libération et signée par Mr. Magombe, n'a pas eu une réponse.

Aucune chance légale était possible.

Je pense que personne ne laissera pas de comprendre et d'admettre la justesse de l'utilisation de la clandestinité, quand il y a une lutte contre l'oppression, quand il s'agit de la libération d'un peuple, quand il s'agit d'envoyer du secours à des militants encerclés par l'ennemi et qui ne possèdent pas les moyens suffisants pour se défendre, par manque d'armes et de munitions. Quand les malades ne peuvent pas être soignés. Quand ils n'ont pas des vêtements.

Nous regrettons que notre attitude n'ait pas été comprise par les autorités congolaises.

Nous nous excusons de ne pas être si patients pour entendre calmement des drames mortels sous les attaques portugais.

Mais nous devons souligner encore une fois que nos militants ont été arrêtés et renvoyés à Brazzaville, nos armes ont été saisies. Pourtant LES MILITANTS DU "grae" ONT ETÉ LAISSÉS EN PLEINE LIBERTÉ, SES ARMES N'ONT PAS ÉTÉ SAISI S ET ILS MAINTIENNENT DANS LES PRISONS SUR LE TERRITOIRE CONGOLAIS" PLUS D'UNE CENTAINE DE NOS MILITANTS .

C'est cette partialité, je le répète, qui provoque le pro-

blême qui nous oblige à être assis ici, encore une fois.

Il n'y a aucune difficulté pour le Gouvernement de la République Democratique du Congo, d'exiger la fermeture des prisons, d'imposer l'ordre dans son pays, et de permettre le passage des militants du dit "grae" aussi bien que de ceux du MPLA. Si les problèmes qui nous opposent seront résolus ou non, ça serait un problème purement angolais. Et c'est aux angolais de le résoudre à l'intérieur de notre pays.

Nous demandons donc que les Honorables Délégués du Congo-Kinshasa, ici présents, nous comprennent.

PREALABLES

Si nous ne nous trompons pas, c'est par cela que la décision du Conseil des Ministres qui a recommandé cette réunion, avait prévu que AVANT la réunion, une solution devrait être trouvée pour les points suivants :

1. La libération des militants du MPLA emprisonnés à Kinkuzu et à Kamuna;
2. La dévolution de l'armement et de tout l'équipement saisi au mois de juillet 1967, par les autorités congolaises;
3. La concession de liberté d'action au MPLA dans le territoire congolais.

D'ailleurs, la réunion des Chefs d'Etat et de Gouvernement à Accra, avait déjà préconisé l'obligation pour les pays limitrophes, le devoir d'octroyer la liberté d'action aux mouvements qui veulent se battre dans les respectifs pays.

C'est-à-dire, on reconnaît la nécessité de donner aux deux mouvements de libération, les mêmes possibilités de travail, la même liberté d'action et la même obligation de respecter les

lois du pays hôte.

Honorables Délégués :

Ce problème se situe sur deux plans distincts :

- 1 - Les relations entre le MPLA et le Gouvernement de la RDC.
- 2 - Les relations entre les deux Mouvements.

Je crois que c'est mieux de parler clairement, avec la franchise de combattant et de frère, pour vous dire que tandis que le premier aspect ne sera pas résolu, le deuxième difficilement trouvera une solution définitive.

Permettez-moi, Honorables Délégués, de manifester l'étonnement de la Délégation du MPLA ici présente, que, connaissant la décision du Conseil des Ministres, méconnaît les démarches faites auprès du Gouvernement de la RDC.

Permettez-moi de manifester aussi notre étonnement par le fait que étant nommée une Commission Militaire pour visiter les régions contrôlées en Angola, cette Commission n'est pas encore venue pour vérifier sur le terrain, nos activités.

Pourtant, pour le Mozambique, la Commission a déjà fait son travail, comme il a été fait pour la Guinée, dite portugaise. Une Commission Militaire qui en 1967 devait entrer en Angola, dans des zones de sécurité, pour sa mission, a refusé de rentrer dans le pays. Elle s'est limitée à visiter Kinshasa, Kitwe et Brazzaville, pour faire un rapport qui n'est pas conforme avec la réalité actuelle de la lutte dans notre pays.

D'autre côté, le Conseil des Ministres, n'a pas seulement demandé la solution des problèmes déjà mentionnés, mais il a aussi recommandé aux Chefs d'Etat et de Gouvernement de faire la

revision du statut du dit "grae".

La Commission a voulu nous faire siéger ici avec le même organisme dont la validité est déjà contestée par les organismes même de l'OUA, dont le Comité de Libération.

Dans les conditions actuelles, le MPLA pourrait refuser de venir à cette réunion, convoquée à la veille de la Réunion du Comité de Libération; mais il a préféré de venir, quand même, et montrer que cette Commission ne peut pas aller très loin.

Est-ce qu'il serait sage pour le MPLA de faire des accords devant une Commission de l'OUA, avec un organisme qui a dénoncé les accords du Caire, et dont le Statut sera modifié dans quelques mois ?

Est-ce qu'il serait opportun de faire des accords de coopération, avant que la situation soit clarifiée au Congo-Kinshasa ?

Est-ce qu'il serait juste de signer des accords à l'extérieur, avant que la Commission Militaire vérifie sur place qui contrôle réellement les zones libérées, qui dirige la lutte à l'intérieur de notre pays, l'ANGOLA ?

Je voudrais vous dire en quelques mots, quelle est la situation actuelle dans notre pays.

Le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola, dirige complètement la lutte de libération. Agissant sur quatre Fronts, comprenant :

1ère.Région : Les diatricts de Luanda, Cuanza Norte, Uíge, Santo António do Zaire, avec une activité plus accentuée dans les trois premiers districts; —une grande partie de la population de cette Région s'est réfugiée au Congo ,

mais le MPLA domine la situation aux DEMBOS et à Nambuangongo.

2^{ème}. Région : Le district de Cabinda.

3^{ème}. Région : Les districts de Moxico et de Cuando-Cubango.

4^{ème}. Région : Les districts de Lunda et Malange.

C'est donc dans neuf des quinze districts de notre pays, où le MPLA, malgré l'opposition absolue de la RDC, développe son action. Mais aussi dans les districts du Bié et du Huambo il y a des actions, et des nouveaux fronts seront ouverts bientôt.

Nos forces contrôlent une superficie d'environ 400.000 km² presque le tiers de la superficie totale. Il y a une population d'environ 500.000 hommes qui habitent dans ces régions.

Notre siège a été transféré à l'intérieur du pays, où nous espérons recevoir, là-bas, les prochaines Commissions de l'OUA, militaires ou non. C'est là bas aussi où se forgera l'unité d'action avec les certifiables nationalistes.

La généralisation de notre lutte se fait sous l'égide du MPLA, Et nous pouvons vous affirmer qu'aucune autre organisation pourra vous faire parcourir des centaines de kilomètres, visiter dizaines de villages, que le MPLA.

Les réfugiés en Zambie et au Congo sont invités à aller travailler dans notre pays. Déjà un grand nombre a abandonné les pays voisins, la Zambie et le Congo-Kinshasa, pour aller vivre dans notre pays. Et il faut dire que ce ne sont pas seulement les hommes, mais aussi les femmes et les enfants.

La vie nouvelle s'établit, petit à petit. Des dizaines d'écoles sont ouvertes partout, malgré les bombardements des portugais. Nous élaborons les textes d'étude.

Toute la population est engagée à augmenter son niveau culturel et politique, dans des centres d'instruction révolutionnaire. La production agricole augmente. On fait les plans pour organiser les industries de base. Pour organiser l'administration populaire. Et les magasins pour les troques des produits.

L'assistance médicale est proportionnée, pas seulement aux combattants, comme au peuple entier. Un médecin angolais prépare les infirmiers et les secouristes, à l'intérieur du pays.

Les organisations des masses, comme les Syndicats, l'Organisations des Femmes, l'Organisations des étudiants, les Pionniers, ont ses bases à l'intérieur du pays.

Le Comité de Libération, qui nous donne un support très important, connaît bien comme nous progressons chaque jour dans notre lutte. Nous espérons que l'assistance de l'OUA augmentera en proportion avec la généralisation de la lutte.

Donc, pour garantir le succès de cette réunion, il nous faut suivre les étapes recommandées par le Conseil des Ministres :

- 1 - Libération des Prisonniers;
- 2 - Devolution des armes par les autorités congolaises;
- 3 - Liberté d'action au Congo;
- 4 - Visite de la Commission Militaire A L'INTERIEUR DE L'ANGOLA;
- 5 - Il faut encore qu'en accord avec la recommandation du **Conseil** des Ministres, la revision de la malheureuse reconnaissance du prétendu "grae" soit faite.

Nous vous proposons, Honorables Délégués, de chercher la solution des problèmes de fond auprès du Président de la RDC,

Son Excellence le General Joseph Desiré MOBOUTU; nous vous proposons d'y aller avant la Réunion du Comité de Libération le mois prochain à Alger.

Peut-être après ça, vous serez en mesure de nous aider plus efficacement.

Cependant, la Délégation du MPLA est disposée d'examiner les propositions des Honorables Délégués et d'apprécier toutes les suggestions faites pendant la réunion.

Je vous remercie, Mr. le Président de la Commission et Honorables Délégués, de l'attention avec laquelle nous m m'avez écouté.

LA VICTOIRE OU LA MORT
LA VICTOIRE EST CERTAINE.



Merci.